

Les Verts veulent limiter la vitesse à 80 km/h sur les autoroutes suisses

Choc pétrolier Lisa Mazzone propose aussi d'interdire les jets privés et d'instaurer un billet journalier à 10 fr. pour les transports publics.

La dénonciation de l'Accord de Paris sur le climat par Donald Trump, ainsi que l'appel du président des États-Unis à multiplier les forages pétroliers (le fameux «Drill, baby, drill!») n'étaient déjà pas de bon augure pour le frein au dérèglement climatique. Depuis deux mois, la guerre contre l'Iran et le choc pétrolier qui s'est ensuivi ont aggravé la situation, et remis au jour la dépendance de la Suisse aux énergies fossiles.

«Les gens le ressentent dans leur porte-monnaie, que ce soit au niveau des frais de chauffage ou de l'essence, déclare la Genevoise Lisa Mazzone dans une interview accordée à nos confrères de la «SonntagsZeitung». Mais en fin de compte, l'enjeu est bien plus important: il s'agit de la sécurité et de l'indépendance de notre pays.»

Les Verts ont établi une liste de revendications, qui seront prochainement déposées au Conseil national, afin de garantir l'approvisionnement. En tête, la limitation de vitesse à 80 km/h sur les autoroutes, comme l'avait déjà proposé en 2022 son prédécesseur à la tête du parti, Balthasar Glättli. «Cela réduit la consommation d'essence», détaille la présidente du parti. Et de rappeler que la première limitation de vitesse a été introduite en raison de la crise pétrolière des années 70.

À l'argument du ralentissement du trafic, Lisa Mazzone objecte que la circulation est au contraire plus fluide, «car il est prouvé que la limitation à 80 km/h réduit les embouteillages». La mesure ne s'appliquerait pas seulement aux abords des

agglomérations, où les bouchons sont fréquents, mais à l'ensemble du réseau autoroutier. «La perte de temps est très faible, mais en contrepartie, il y a moins d'accidents, moins de bruit et moins de consommation d'énergie», ajoute-t-elle.

Transports publics trop chers

S'appuyant sur l'exemple de l'Allemagne, qui avait introduit à l'été 2022, suite à la hausse du prix de l'essence provoquée par la guerre en Ukraine, le ticket à 9 euros par mois pour les trains, bus, trams et métros, les Verts demandent également un billet journalier de transports publics à 10 francs pour tous. «Les CFF doivent mieux gérer les pics de trafic: en moyenne, les trains ne sont remplis qu'à un

«La perte de temps est très faible, mais en contrepartie, il y a moins d'accidents, moins de bruit et moins de consommation d'énergie.»

Lisa Mazzone
Présidente des Verts

tiers de leur capacité, observe Lisa Mazzone. Mais le point central est le suivant: les prix des billets sont trop élevés. En particulier pour les personnes qui supportent déjà les coûts d'une voiture.» Il s'agirait d'une mesure temporaire pour

faire face à la pénurie de pétrole, précise-t-elle: «Nous préférons investir cet argent pour les personnes qui vivent ici plutôt que de remplir les caisses des compagnies pétrolières et des criminels de guerre.»

Troisième mesure: l'interdiction des vols en jet privé, les compagnies aériennes annulant déjà des vols en raison de la pénurie de kérosène. Pour la présidente des Verts, «la Confédération doit agir et fixer des priorités. Il est logique qu'elle limite la consommation là où elle est la plus absurde et la plus élevée par tête: en l'occurrence, dans l'utilisation des jets privés.»

À moyen terme, les écologistes prônent également de cesser d'autoriser l'installation de nouveaux systèmes de chauffage au gaz et

au fioul. Et ce, dans l'intérêt des locataires, qui seront à même de réduire leurs charges lorsque surviendra la prochaine crise pétrolière. «Il en va de même pour les voitures à moteur à combustion», souligne Lisa Mazzone.

Au risque de nager à contre-courant de l'Union européenne, qui a assoupli l'interdiction des moteurs à combustion dès 2025. «En Suisse, il n'y a pas d'industrie automobile, contrairement à l'Allemagne ou à la France, rappelle-t-elle. C'est une question de volonté politique, comme l'a montré la Norvège, mais aujourd'hui, il n'y a en Suisse ni plan de sortie ni échéancier. Cela se retourne contre nous en temps de crise.»

Ivan Radja